

# Les étapes d'une éventuelle exclusion de la Grèce

PHILIPPE GALLOY

**Une sortie de la Grèce de la zone euro, en abrégé «Grexit» (pour «Greece exit») est une hypothèse qui semble de plus en plus envisageable, si l'on en croit les économistes et analystes financiers. Mais au point de vue politique et juridique, rien ne serait simple.**

Voici, sous toutes réserves et sur la base de témoignages – anonymes – de spécialistes de la matière, comment le scénario d'un «Grexit» pourrait se réaliser.

## 1 Rupture complète et durable du dialogue entre la Grèce et les autres États membres de la zone euro

Le premier acte nécessaire pour que l'hypothèse d'une sortie de la Grèce de la zone euro se vérifie serait une volonté politique, parmi les autres États utilisant la monnaie unique, d'exclure les Grecs. Il faudrait pour cela un large consensus voire une unanimité parmi les pays créanciers de l'État grec.

Tant qu'un dialogue existera entre Athènes et ses créanciers, il subsistera une chance de trouver une solution politique innovante permettant de réconcilier les deux parties. Les économistes estiment que la Banque centrale européenne (BCE), qui détient l'arme atomique de l'approvisionnement ou non des banques grecques, refusera toujours de prendre une décision à la place du monde politique.

Bien entendu, en cas de rupture complète des négociations, la Grèce et les autres pays de la zone euro se rejetteraient mutuellement la responsabilité de l'échec. Ils lanceraient une ultime mise en garde contre les conséquences financières, sociales et géopolitiques de l'attitude de l'autre partie.

Ensuite, tout le monde camperait sur ses positions, soi-disant dans l'attente que l'autre partie, Grèce ou groupe des pays créanciers selon le cas, fasse un geste pour rétablir les négociations. Aucune des deux parties ne faisant ce geste, les États membres de la zone euro – sans la Grèce bien sûr – constateraient que les Grecs s'excluent eux-mêmes de l'eurosystème. Et ce, même dans l'hypothèse où, en pratique, ce serait leur décision.

Variante à ce scénario: les deux parties campent sur leur position jusqu'au 20 juillet, jour où la Grèce doit rembourser 3,5 milliards d'euros à la BCE. Mais le résultat serait le même (lire ci-après).

## 2 La BCE acte la rupture et coupe les ELA

En principe, ce n'est qu'avec l'aval plein et entier des dirigeants politiques européens

que la Banque centrale européenne accepterait de supprimer le dernier canal de financement des banques grecques, à savoir les «ELA» («emergency liquidity assistances» ou aides d'urgence sous forme de liquidités), affirme un économiste.

Mais il se peut aussi que les dirigeants de la zone euro aient pris leur décision sur un «Grexit» et laissent pourrir la situation volontairement jusqu'à l'échéance d'un prêt de 3,5 milliards d'euros que la Grèce doit rembourser à la BCE le 20 juillet. Les Grecs n'ayant pas cet argent, ils se retrouveraient en dé-

faut de paiement vis-à-vis de l'institution qui alimente leurs banques...

Donc, si la rupture de dialogue évoquée ci-avant est actée par les chefs d'État des pays de la zone euro, Grèce évidemment exceptée, ou si la situation s'enlisait jusqu'au 20 juillet, la BCE n'aurait plus d'autre choix que de constater le défaut de paiement de l'État grec et l'impossibilité pour lui de retrouver une solvabilité à court terme.

Ceci implique, non seulement, que les banques grecques n'auraient plus d'actifs suffisamment valorisés à donner en garantie à la BCE contre les liquidités d'urgence mais, en plus, que ces mêmes banques grecques seraient insolvables, c'est-à-dire qu'elles n'auraient plus la capitalisation suffisante pour fonctionner durablement. Or, les ELA ne peuvent être accordées qu'à des institutions financières solvables. Ce serait donc la fin de ces aides d'urgence, ce qui signifierait l'arrêt du système bancaire grec.

## 3 La Grèce refuse de sortir de la zone euro mais n'a plus l'euro

À court de liquidités, les banques grecques ne pourraient plus fournir d'euros à leurs clients. Or, la devise est le sang de l'économie: si elle ne circule pas, c'est la paralysie complète. Le gouvernement grec serait obligé d'émettre une devise alternative, d'abord présentée comme une solution temporaire. Mais comme souvent, le provisoire aurait tendance à devenir définitif.

Officiellement, la Grèce affirmerait vouloir rester dans la zone euro et attendrait toujours un geste des autres États membres. Mais en pratique, elle se trouverait exclue de la zone euro. «Ce serait l'inverse du Kosovo qui peut utiliser l'euro sans être légalement dans la zone euro; la Grèce ne pourrait plus utiliser l'euro en étant légalement dans la zone euro», ironise un spécialiste du droit européen.

Comment en arriverait-on à cette situation kafkaïenne? Légalement, il est impos-

sible de sortir la Grèce de la zone euro sans... l'accord de la Grèce. «C'est une page blanche à écrire», souligne ce juriste. Les traités ne prévoient rien sur une sortie d'un pays de la zone euro. Au contraire, les pays de l'Union européenne ont l'obligation d'adopter l'euro dès qu'ils remplissent les quatre critères de convergence (stabilité des prix, finances publiques viables, taux de change stable, taux d'intérêt à long terme proche de la moyenne, NDLR). Seuls le Royaume-Uni et le Danemark ont ob-

tenu une dérogation. La Suède, elle, s'efforce de ne pas remplir les quatre conditions pour éviter d'entrer dans la zone euro. Elle fait semblant pour ne pas y entrer, contrairement à la Grèce qui a fait semblant pour y entrer...»

## 4 La situation s'enlise et la Grèce finit par accepter une sortie officielle de la zone euro

À moyen ou long terme, à force de subir les conséquences de sa privation d'euro, l'opinion publique grecque pourrait se retourner en faveur d'une sortie officielle de la zone euro et les dirigeants grecs pourraient souhaiter reconstruire leur système financier. Autrement dit: repartir à zéro. «On pourrait imaginer un traité où la zone euro encadrerait la sortie de la Grèce, avec le lancement d'une nouvelle monnaie et éventuellement une aide humanitaire», explique un fin observateur de la politique européenne.

## 5 La Grèce sort aussi de l'Union européenne

Si la Grèce sort de la zone euro, elle risque aussi d'être poussée hors de l'Union européenne. Là, l'hypothèse est prévue par les traités. Elle avait surtout été intégrée pour permettre au Royaume-Uni de se retirer s'il le souhaitait.

«Il y a une procédure bien définie», explique le juriste que nous avons consulté. Il faut d'abord négocier. Puis si l'échec des négociations persiste, le pays peut partir. Mais il faut alors régler toutes les conséquences de ce divorce, un peu comme dans la séparation d'un couple: il faut gérer les dettes du passé, les engagements en cours, etc. C'est un processus long et difficile, même s'il est prévu par les traités.»

Et même si cela devait se produire, il faudrait encore voir ce qui resterait ensuite des relations internationales entre la Grèce et le reste de l'Union européenne. Les Grecs risqueraient-ils de tourner définitivement le dos à l'Europe et de conclure une alliance avec la Russie? Et quel serait le signal envoyé aux voisins turcs, dont le pays fait le pied de grue devant les portes de l'Union depuis des lustres? Autant de questions qui, dans un tout autre scénario, idéal celui-là, ne seraient jamais posées...